

Le BULLETIN ne publie que les manuscrits acceptés par les SECTIONS et communiqués par les SECRETAIRES.

AVIS.

Le *Bulletin* paraît régulièrement le 1er et le 15 de chaque mois.

AUX INSELTEURS BONAPARTISTES.

Silence aux esclaves ! Silence aux lâches ! Silence aux bonapartistes !

Notre sang bouillonne à la fin et le droit, la liberté, la vérité saute vont élever la voix.

Avez-vous assez contenu notre frémissante colère ? avez-vous assez dévoré l'affront de vos scandaleux succès ? avez-vous assez vastrés dans la turpitude de l'orgueil ? avez-vous assez encaissé le maître resplendissant dans son apothéose... l'apothéose du nombre ?

Avez d'injures, assez d'infamies ! Place à la vérité ! C'est à nous maintenant de vous souffleter pour voir si vos joues rougissent sous l'affront. Insultez, savez-vous encore rougir ? Eh bien ! la France vous soufflette. Trois fois, depuis le commencement du siècle, ce sol sacré a été envahi ; et cette bêtise, nous l'avons due chaque fois à la race maudite des Bonapartes !

Ah ! vous aimez la France et nous ne l'aimons pas, dites-vous ! Si, nous l'aimons, cette vaillante France, nous l'aimons mieux que vous, car nous ne l'avons jamais trahie, car nous ne l'avons jamais — livrée de sang et pâles de peur — livrée en une nuit d'orgie, au plus méprisable des histrions, au dernier des bandits.

Nous n'avons pas, comme vous, jeté notre mère, blême de honte, sanglante, bouillonnée, dans le lit d'un Bonaparte voleur, assassin et parjure.

C'est l'histoire qui parle, et nous ne calculons pas :

Voleur qui a forcé les portes du coffre-fort de la France, pour y dérober instantanément 25 millions !

Assassin qui a rougi du sang de nos frères les rues de Paris, les plages désolées de Cayenne, les déserts de l'Afrique, la rouge plate-forme des guillotines !

Parjure qui a prêté serment, la droite levée devant Dieu et les hommes, solennellement, hautement, librement, de défendre et de maintenir la République, à l'heure même, à l'heure funeste où il travaillait, avec ses hideux complices, à préparer son crime et à nous infliger la honte de l'Empire.

Où nous aimons, nous adorons la France, la France libre et radieuse, la France porte-parole de la Liberté, porte-étendard de la civilisation.

Nous aimons la France juste, calme, honorée, sincère à ses amis, terrible à ses insulteurs ; la France qui suit repousse les hordes d'Attila, résister au choc des Sarrasins et répondre à l'insolent manifeste de Brunswick en levant quatorze armées de citoyens et en décrétant la victoire.

Mais votre France avilie, souillée depuis vingt ans, éternée dans les orgies du bonapartisme ; cette fausse France du sport, du turf, de l'agio et du lupanar ; cette France sans foi, sans croyance, sans virilité ; cette France de ruffians, de laquais, d'ennuqués, de prétraile et de solistes ; cette France qui éprouve ses mamelles à nourrir le fonctionnaire servile, le prêtre fourbe et le soudard moustachu, — Oh ! nous ne la connaissons pas et nous ne voulons pas qu'elle vive !

Et si elle ne peut se purifier dans le grand combat... eh bien, qu'elle périsse !

La mort, mais non pas la honte !
Virginius a tué sa fille involontairement souillée.

Comme le vieux Romain, nous immolerons la France violée par Appius-Bonaparte.

Mieux vaut pleurer sa fille morte, que de la voir volontairement accolée à un héros de bague et de potence.

Mais la France a encore du sang dans les veines ; d'un bond, elle peut franchir ce hideux passé.

Gare au réveil du lion !
La république s'avance à pas de géants, et le Césarisme bonapartiste, aussi bien que le Césarisme germanique, s'effondreront bientôt dans la tempête populaire.

LA GUERRE.

La guerre, suscitée dans un intérêt dynastique, devient, comme on devait s'y attendre, une guerre nationale. L'ambition d'un despote l'a provoquée ; son ineptie, jointe aux dilapidations des transfuges et des vendus qui le servent, ont amené l'invasion. Désormais, il ne s'agit plus du Bonaparte, mais de sauver la patrie. Tout en maudissant la guerre, il faut combattre, il faut rebouter les Prussiens ; le salut de la France, son influence, son prestige, la Liberté même, tout le commande, car la France, malgré ses égarements, est encore, par sa position géographique, comme par les souvenirs de son passé, la chef de la Révolution.

Si la Prusse représentait la liberté, si elle relevait le drapeau de l'Avenir que nous, Français, avons laissé échapper de nos mains, nous pourrions applaudir à ses victoires ; mais hélas ! elle ne représente que le despotisme militaire d'un Guillaume et d'un Bismarck !

Un instant, nous avons espéré qu'à la nouvelle de nos défaites, et de l'ineptie du Bonaparte, l'indignation publique aurait provoqué la Révolution et proclamé la République.

La France en a décidé autrement. Se contentant d'ausuler virtuellement le pouvoir du Bonaparte, elle a remis au lendemain de la victoire le soin de décider quel gouvernement doit succéder à l'Empire, désormais déchu.

A-t-elle eu tort ou raison ? A la distance où nous sommes des événements, il serait difficile de le dire ; nous ne pouvions apprécier d'ici toutes les nécessités de la situation. Cependant, le moment paraissait favorable, et nous regrettons que la France n'ait pas joint à la résolution ferme et inébranlable de sauver la patrie, la force morale du principe de liberté.

Qu'importe au monde, en effet que la Prusse ait l'Alsace, ou la France les frontières du Rhin ? Ce que le monde vous demande, Français, c'est la République, c'est la guerre aux rois ! A cette condition seulement, vous pourrez obtenir la sympathie, le concours des peuples opprimés.

Mais si vous ne savez que rapetisser la guerre au niveau d'une mesquine question territoriale, vainquez ou vaincus, n'espérez qu'abandon et mépris. Les peuples ne pourront alors que vous maudire pour avoir provoqué, non plus une guerre de liberté, mais une affreuse et inutile boucherie.

Le méfide espère encore en vous, Français, trahissez-vous ses espérances ?

L'EXPIATION.
Ire Section.

Un peuple peut faire des folies, mais jamais impunément ; il peut méconnaître ou violer les lois naturelles qui régissent la société, mais il ne peut empêcher les conséquences de ses actes. Forcément, fatalement, les institutions mauvaises produisent des résultats mauvais, qui éclatent, tôt ou tard, le peuple coupable d'avoir laissé le mal s'enraciner chez lui.

La France et la Prusse en sont l'une et l'autre venues à l'heure de l'expiation ; expiation terrible, mais qui, espérons-le, fera bientôt ouvrir les yeux à ces deux grands peuples.

Le délit, trahissons le mot, le crime de Français comme du Prussien, c'est le charivari.

Par chauvinisme, la France, alors en république, nomme pour président un prétendant à l'Empire, et se rend ainsi, quoi qu'on dise, complice du Coup-d'Etat. Elle se laisse séduire par les victoires de l'océan, sans songer que ces victoires étaient ternies par le 15 Brumaire, et payées par deux levations. Elle rêvait de gloire et de conquêtes, voyons les résultats !

Napoléon viole la Constitution, qu'il avait juré d'observer ; il ultraille, exile, expulse, raine les 500 mille Français qui ont le courage de soutenir la loi ; et le soldat français obtient des grades, des croix, de la gloire, pour égorger qui ?... Des Français !

Napoléon envoie nos soldats en Crimée ; là encore, de la gloire, mais sans résultats : 500 mille Français sacrifiés pour prendre une forteresse, et laisser la Russie aussi puissante, aussi impéreuse qu' auparavant.

En Italie, le soldat français trouve encore de la gloire ; la gloire d'être soldat du pape, et de faire merveille à Mentana.

Et en Chine, où nous allions soutenir les jésuites ! Nos soldats rapportèrent de la gloire plein leurs sacoches ; ils eurent la gloire lointaine de piller le palais du céleste empereur.

Mais c'est surtout au Mexique que nos soldats ont conquise une gloire impérialiste : la gloire de s'en aller, après avoir vainement tenté d'implanter un empereur sur le sol républicain d'Amérique.

Dans cette affaire, les Mexicains nous ont montré comment on doit traiter les empereurs ; mais jusqu'ici, la leçon ne nous a pas profité.

Enfin ! voici l'heure de cueillir des lauriers : guerre à la Prusse ! Et plein d'ardeur, d'espoir, de confiance, le soldat français marche en chantant à la frontière pour... essuyer de sanglantes défaites, et laisser envahir le sol de la patrie.

Comment ! nous, le plus grand peuple militaire du monde, nous sommes vaincus et envahis ! Que nous succombions sous les coups de l'Europe entière, après que vingt années de victoires nous ont épuisés, passe encore ; mais reculer devant la Prusse, des la première bataille, c'est incroyable !

Et cependant, ce n'est pas tout.

Faut-il s'en étonner ? Non, car c'est le résultat fatal, inévitable du régime impérial.

Quand un despote a pu nous ballonner ; quand il a traqué, empoisonné, expulé, exilé tous ceux qui avaient au cœur l'amour de la liberté et de la justice ; quand il a fait de la France un lupanar de spéculations boursières, d'orgies luxueuses et de débâches hébétéées ; quand il a appris aux soldats à égorger leurs concitoyens pour un peu d'eau-de-vie, et aux ouvriers à applaudir les chansons obscènes d'une Thérèse ; peut-on espérer qu'un peuple ne perde pas ses sentiments nobles et généreux, pour se vautrer dans la fange ?

Pendant ces horribles saturnales, qui durent depuis bientôt vingt années, tous les vrais français, tous les hommes d'intelligence et de cœur, n'ont pu que gémir sur l'égaré populaire. Ils ne pouvaient, certes, servir l'Empire, et seuls, abandonnés du peuple, ils ne pouvaient non plus le renverser. Dans l'administration, dans les Chambres, dans les ministères, dans la

magistrature, dans l'armée, partout enfin, qu'est-il donc resté pour servir ce pouvoir maudit! Des domestiques, des transfuges, des vendus.

Et l'on voudrait que des hommes habitués à ramper servilement devant un maître pour obtenir ses faveurs, aient des capacités réelles, et surtout du cœur! Et l'on voudrait que des hommes qui ne songent qu'à s'enrichir, en volant et le gouvernement qu'ils servent et le peuple qu'ils oppriment, puissent faire prospérer le pays pendant la paix, ou le sauver pendant la guerre? Non! non! de tels hommes ne peuvent que perdre le pays assez insensé pour leur confier ses destinées.

Ainsi, voyez les résultats : Nous étions prêts, disaient-ils, et dès la première bataille, nos soldats ont vaincu de vivres et de cartouches. Nous étions prêts, et nous renvoyons notre mobile et nos volontaires à Paris, faute de pouvoir leur donner des fusils. Mais les millions votés pour l'armée, où sont-ils donc passés? Ces millions, les serviteurs de l'empire s'en sont servis pour acheter des propriétés à l'étranger.

Et les Français ont souffert ces vols, ces pillages; et ceux qui les ont perpétrés ne sont pas encore au bagne..... J'entends dire autour de moi : La France est en danger! c'est un nouveau 92! Non, citoyens, pas encore.....

Nos pères de 92 savaient détruire les ennemis de l'intérieur, tout en refusant ceux de l'extérieur; ils ne craignaient pas seulement nos ennemis, mais nos nobles et nos prêtres; tout en détruisant la royauté, ils savaient faire peur aux aristocrates! Nos pères, ils proclamaient la République, et jetaient en défilé à l'Europe coalisée, la tête d'un roi!

Que font leurs petits-fils! L'espèce d'un Bonaparte a mis la patrie en danger, et le coupable n'est encore ni arrêté, ni jugé, ni exécuté.

Le temps presse, il faut refouler l'ennemi, et le peuple attend patiemment qu'on veuille bien lui donner des armes.

Les soldats devraient être à la frontière, et ils consentent à rester l'arme au bras pour garder les habitants de Paris et des autres grandes villes.

L'heure des mesures énergiques a sonné, et le peuple laisse quelques intrigants compter seuls dans l'ombre le mouvement du Bonaparte, en faveur d'un d'Orléans.

Non! non! Français, vous n'êtes plus les fils des géants de 92! Vous êtes indignes de vos pères! Au moins, par pudeur, si vous ne savez les imiter, ne prostituez pas leur *Marsouilles*!

Cependant, ne foudroyons pas la grande époque de 1789, si féconde en héros, en dévouement, en grandeur d'âme, suit le règne de Louis XV, si fécond en débauches, en bassesses et en concussions. Peut-être aussi qu'aujourd'hui, l'époque des héros suivra l'époque des catins; peut-être que le danger public réveillera dans le cœur français les aspirations généreuses qui s'y étaient qu'endormies; peut-être que le rouge de la honte lui montant au visage, le peuple français brisera les bandes qui l'ont trop longtemps gouverné, et, secouant enfin, la torpeur qu'il doit à vingt années de despotisme, il jettera ces écrites d'Anglais dans les queues il allait s'embourber, et reprendra le poste qu'il n'aurait jamais dû quitter; celui de sentinelle avancée du progrès.

France, l'heure de l'expiation est venue; mais il ne suffit pas d'expiation sans fautes, il faut les réparer. Après avoir soutenu tous les despotes, ton devoir, ton honneur, tout enfin te commande d'assurer désormais le triomphe de la liberté dans le monde.

Tous les peuples te maudissent; et toi, Italiens, Espagnols, Anglais, Américains, se réjouissent de tes défaites; et pourquoi? Ils espéraient en toi, et tu les as trompés!

La nation qui a proclamé les droits de l'homme et du citoyen; la nation qui, jadis, a déclaré la guerre à tous les rois, la nation qui fut longtemps l'espoir des opprimés, a beaucoup promis au monde; noblesse oblige, elle doit beaucoup tenir. Et quand cette nation égorge la République romaine, et tente d'égorger la République mexicaine; quand elle ne sait plus que soutenir des papes et des empereurs, que peut-elle inspirer aux autres peuples, sinon le mépris?

O France! entendas-tu l'avis des nations qui te crie :

« Toi qui fus notre idéal, notre espoir, que fais-tu maintenant ? »

« A chaque fois que tu donnes le signal du réveil, nous nous sentions toutes électrisées, et les rois tremblaient sur leurs trônes. »

« En 1830, nous nous sommes levées, comptant sur ton concours. »

« En 1848, nous avons, à ton exemple, proclamé la guerre aux rois. »

« Et chaque fois, tu nous as abandonnés; et chaque fois nous avons succombé sous les efforts des rois coalisés. »

« Eh bien! périsse ton nom! périsse ta mémoire, si tu ne sais redevenir ce que tu fus jadis : le porte-drapeau de la Liberté! »

« Et vous, soldats français, ne seriez-vous plus capables d'autres victoires que celles de Mentana, de Cambronne et d'Abouli? Honte à vous! et puisiez-vous périr aussi, vaincus et humiliés, si vous ne savez redevenir ce que vous fîtes jadis : les soldats de la République! »

Si de France, nous passons en Prusse, nous voyons encore le même aveuglement, le même chauvinisme.

Par chauvinisme, la ville libre de Francfort votait, en 1848, des hommes et des subsides, pour aider l'Autriche à maintenir la Lombardie sous le joug allemand.

Par chauvinisme, l'Allemagne entière applaudissait, quand la Prusse démembrerait le petit royaume de Danemark.

Enfin, hier encore, nous avons vu jusqu'à des républicains allemands, jusqu'à des prosaïtes, faire chorus avec le peuple pour crier : Vive le roi de Prusse! vive le futur empereur d'Allemagne!

Si la France n'a pas encore renversé son despote, au moins il s'est toujours trouvé des français pour protester énergiquement contre lui. Mais vous, Prussiens, mais vous Allemands! Eh bien, sous le nom d'Unité, par un vain prestige de gloire et de puissance militaire, vous tendez vous-mêmes les mains aux chaînes que vous forgez Guillaume et Bismarck. Est-ce un esprit de liberté qui vous anime dans les combats? Non, c'est un esprit de conquête; vous voulez l'Alsace et la Lorraine.

Mais pouvez-vous croire que le peuple français consentira jamais à conclure une paix ignominieuse? Non! non! L'espèce d'un Bonaparte peut bien vous faire gagner quelques batailles; on peut vaincre l'armée française, tant qu'elle sera commandée par les créatures de l'empire; mais on ne peut anéantir tout un peuple, et le Français, soyez-en sûrs, ne se soumettra pas aux lois de votre Guillaume, tant qu'il restera sur son sol un homme en état de combattre.

Patience! l'heure de l'expiation commencera bientôt pour vous. Que dieu, elle commence déjà :

Près de cent mille blessés et malades encombrant vos hôpitaux; il n'est pas un homme chez vous qui n'ait à pleurer un ami, un parent, un frère, et la recherche ne fait que commencer! Quand vous aurez perdu quelques cent-mille hommes, tout en étant rebellés du sol français (car la guerre ne peut désormais finir qu'à ce prix) dites : que penserez-vous alors de la gloire militaire!

Hélas! deux grands peuples vont s'épuiser d'hommes, d'argent, de ressources, pour finir la guerre (ce qui est le plus probable) sans aucun avantage, ni pour l'un ni pour l'autre; (car, pas plus que la France, si la Prusse était envahie, elle ne consentirait pas à traiter tant que l'ennemi serait sur son territoire.)

Puisse au moins cette guerre atroce servir aux peuples de l'yon! puisse-t-elle leur faire comprendre qu'il n'y a plus pour eux qu'une planche de salut : la République, qui seule peut licencier les armées permanentes, abolir l'impôt du sang, et rendre désormais toute guerre impossible.

Section de San Francisco.

Discours prononcé dans la Séance spéciale

du 26 juillet 1870.

Par le citoyen Lafuze, président du comité.

Avant de procéder à quoi que ce soit, permettez-moi de vous soumettre quelques réflexions, afin de bien préciser les motifs qui nous ont fait agir dans la situation actuelle.

Nous n'avons en vue, en faisant de notre côté un nouvel appel tout différent de celui mentionné dans le Courrier, que de servir les intérêts de la Démocratie, les intérêts populaires.

Comme citoyens libres, nous avons pris cette initiative, et n'atons obéi qu'à notre conscience, sans considérer même si notre offrande serait acceptée par ceux qu'on voudrait nous faire considérer comme nos ennemis.

Nous avons vu dans l'appel du Courrier, plutôt un appel au favoritisme impérial, plutôt un appel aux intérêts monarchiques, plutôt un appel aux intérêts

conservateurs, que les sentiments de générosité qui doivent guider tous les hommes pour secourir leurs semblables.

Car examinons bien : d'où vient cet élan du cœur qui, tout à coup les a poussés à vouloir soulager l'infortuné?

Le Courrier, ainsi que les promoteurs de cette souscription, avaient cependant de quoi faire depuis les guerres d'Afrique. Nous autres républicains, sommes peu habitués à ces dans de sensibilité pour le malheur. Avez-vous jamais entendu parler de souscriptions pour soulager l'extrême misère dans nos villes manufacturières? avez-vous jamais entendu parler de souscriptions pour parer aux douloureuses éventualités de la concurrence, de la diminution des salaires, des chômage provenant de l'introduction des machines? etc. etc. Non! quelques ammoses si vous allez à confesse, ou du chapelet quand vous demandez du pain avec un peu trop d'énergie, voilà à quoi on nous a habitués dans nos belles provinces de France, sous l'excellent régime de l'empire napoléonien.

Et l'on voudrait aujourd'hui nous faire croire, à nous républicains, hommes libres, qui ne subissons ici ni maîtres, ni préfets, ni gendarmes, ni gardes champêtres, ni empereurs pour nous fermer la bouche, on voudrait nous faire croire à ce changement si subtil de générosité! Allons donc! on nous croit par trop naïfs! Nous ne sommes pas les dupes des mots d'ordre envoyés des Tuileries.

On sème l'enthousiasme au détriment même des patriotes qui adhèrent aveuglément à ce faux blason de générosité; on sème l'enthousiasme partout; on les autorise aujourd'hui, ces patriotes, à chanter la Marseillaise, pour aller mieux se faire tuer au bénéfice d'une dynastie; cent mille agents poussent à la guerre, vocifèrent, menacent, entraînent, calomnient, persécutent tous leurs adversaires, — comme pour le plébiscite.

Il y a huit jours, on assurait ici que l'Assemblée législative avait été unanime pour voter la déclaration de guerre; aujourd'hui, nous savons que 52 membres ont voté contre, et que la guerre n'a été déclarée que par les élus officiels. Nous apprenons que des discours de la Chambre n'ont pu passer à Londres que quatre jours après avoir été prononcés; nous apprenons qu'il y a des troubles et des émeutes à Paris. Sont-ce là des preuves de ce grand enthousiasme, de cet amour fraternel pour la guerre?

Non, non, mille fois non! cet élan de tendresse, ce cri d'amour poussé si à propos, ici à San Francisco, n'est qu'un trompe-l'œil pour avoir le prétexte d'insérer dans les journaux officiels de Paris les louanges, les marques d'assentiment, l'approbation, l'enthousiasme guerrier de tous les français résidant à l'étranger.

Pourquoi la guerre, si ce n'est dans les intérêts de la dynastie napoléonienne? Est-ce pour agrandir le territoire de la France en s'emparant des frontières du Rhin? Est-ce pour rendre plus heureuses ses nouvelles populations? Ah! les sentiments généreux des Bonaparte ne vont pas jusque là. Celui qui règne aujourd'hui se contenterait d'augmenter ses revenus, ses tripotages, et d'arrondir ses propriétés qu'il achète à l'étranger, tout en obérant la France. La victoire, dit-elle lui être favorable, ne compensera jamais tous les ravages, tout le sang versé, toutes les rivalités éternelles depuis nos grandes guerres et ravivées aujourd'hui. Les emprunts contractés, l'augmentation de la dette nationale déjà fabuleuse, tout cela diminuera-t-il la misère du peuple!

Amusement.

Non, l'intérêt de la France, l'intérêt de notre chère Patrie, n'est pas de répandre son sang sur les champs de bataille. La guerre, c'est l'assassinat organisé et qui ne doit plus avoir cours dans le siècle où nous vivons. La gloire de l'épée est passée; une gloire plus grande est réservée à la France; c'est celle de repandre autour d'elle ses idées émancipatrices, c'est la gloire du dévouement à la grande cause de l'humanité.

Cette guerre nouvelle, qu'on entreprend, n'est faite que pour relever le prestige de Napoléon, qui voit l'empire lui échapper; parce qu'il sent bien que la démocratie est à une de ses heures de réveil, et qu'il tremble que son souffle ne l'emporte, lui et les siens, pris aujourd'hui dans leurs derniers retranchements. Léopold de Hohenzollern, refusant la candidature au trône d'Espagne (candidature que, d'ailleurs, l'Espagne n'aurait pas acceptée) Napoléon se rejette précipitamment sur de prétendues insultes faites à notre ambassadeur.

Ah! les rois sont très chatouilleux sur les lois d'étiquette, mais ils le sont bien moins sur les lois d'humanité; on a massacré de nos compatriotes à Cuba, et c'est à peine si le gouvernement français en a pris note.

Oui, sans compromettre l'honneur et la dignité de

la France, nous sommes certains que Napoléon, Napoléon seul, s'il le voulait, pourrait encore conserver la paix.

Mais il veut la guerre à tout prix, et il l'a : des flots de sang couleront, n'importe ; des villes entières seront sacagées, détruites, n'importe ; toutes les horreurs que comporte la guerre terrifieront, ruineront les populations, n'importe ; ses projets ambitieux seront satisfaits, cela suffit. Cette guerre commencée ainsi se terminera par la misère des peuples qui se seront égarés ; par cette misère qui mène à la corruption, à l'abrutissement, à la décadence.

Est-ce donc là le but désiré par tous ceux qui ont à cœur l'intérêt et l'honneur de la France, l'intérêt et l'honneur de toutes les nations européennes ?

Comment ! c'est quand toutes les populations ouvrières de France, d'Angleterre, de Prusse, de presque toute l'Europe, s'élèvent pour secouer le joug qui les écrase ; c'est quand nous voyons la jeunesse de toutes les écoles vivre de la même pensée ; c'est quand nous voyons cette formidable Association Internationale des Travailleurs qui compte aujourd'hui des millions d'adhérents, et qui double ses rangs tous les jours pour s'affranchir des étreintes du capital ; c'est quand l'Italie et l'Espagne, jointes géographiquement à la France, secouent les derniers chaînons qui les ont si longtemps entravés dans la marche du progrès ; c'est quand l'Irlande se remue pour s'émanciper ; que nous lions appuyer cette configuration générale, où le vœu d'un bonaparte sacrifierait deux cent millions d'hommes de son concitoyens, pour satisfaire ses ambitieux projets ? Non ! c'est impossible !

En résumé, citoyens, ceux qui soutiennent la guerre, en admettant même qu'ils l'envisagent au profit et à l'honneur de la France, ne la soutiennent qu'au point de vue des intérêts monarchiques. Nous, républicains, la repoussons au point de vue de la Démocratie, au point de vue de l'intérêt de toutes les nations, dont les tendances sont aujourd'hui de se rapprocher de plus en plus.

Si nous avons fait cet appel en faveur des victimes des deux partis, c'est plutôt un appel fait à la conciliation, en même temps qu'une protestation contre ceux qui prétendent légitimer la guerre, en appelant à eux les aveugles instruments de ces terribles calamités que nous voudrions éviter en propageant la Paix. Car, que feront, hélas, les quelques milliers de dollars souscrits par les partisans du régime impérial, et par nous, pauvres républicains ? Un misérable palliatif, une goutte d'eau jetée dans l'Océan, et qui ne parviendra pas à fermer les mille plaies, à cicatriser les mille douleurs qu'éprouvera cette lutte de deux grandes nations, lutte qui amènera peut-être une nouvelle coalition européenne contre notre patrie.

Maintenant, citoyens, un dernier mot pour conclure :

On dit en ville, parmi les partisans de Napoléon, que nous, signataires de la lettre écrite au Courrier, sommes mis à l'index ; est-ce en bien, est-ce en mal ? Si c'est en mal, pourquoi donc le Courrier de San Francisco ne s'est-il pas empressé d'insérer notre réponse à l'appel qu'il précède ?

Ah ! c'est qu'il savait trop bien que cette publication annulait prodigieusement le *boom* ministériel dont se riant aujourd'hui dans la ville tous les hommes intelligents ; et c'est ce qui accroit la colère de quelques fanatiques, au point de faire des menaces qui, espérons-le, ne seront pas mises à exécution, pour l'honneur du nom français ; colère du reste justifiable jusqu'à un certain point, puisqu'ils croient obéir comme nous à des sentiments de générosité.

Haro ! aux promoteurs de conceptions anti-démocratiques, et respect aux opinions ; respect aux sentiments généreux, quels qu'ils soient, et de quelque part qu'ils viennent ; mais guerre sans paix ni trêve à toutes les courtoiseries faites pour incenser le Napoléon et consorts.

HUMANITY CITY.

Section A du Kansas,
NEUCHATEL, NEVADA COUNTY

Que se passe-t-il dans l'Amérique du Sud ?

Aux prises avec son passé, l'Amérique du Sud ne peut s'en affranchir. Dans les larmes, le sang, la misère, elle aborde les unes après les autres toutes les conséquences de ce passé, qui toutes, veulent lui donner la monarchie royale pour expression dernière de vie politique. Au temps où vivaient en son sein de

nombreuses peuplades autochtones, s'essayant à la vie civile sous les efforts de prêtres et de chefs qui ne voyaient encore en Dieu, dans la Vie universelle, qu'un obscur dualisme, elle fut découverte, envahie, conquise, par un flot d'Européens, tous voués à ce même culte du dualisme, mais d'un dualisme raffiné, quintessencié.

Ils étaient catholiques, ils étaient espagnols, tous ces aventuriers. Comme des bouchers, sur ces peuplades naïves et pures, florissantes, inoffensives, bienveillantes, nues de corps, armées de flèches, et les exterminèrent pour les dépouiller de l'or, de l'argent, des pierres qui leur sol produisaient, et qu'ils n'estimaient qu'au, aux, leur préférant de beaucoup de plus pures richesses.

Le meurtre, l'incendie, la ruine, le pillage furent tels, que la vie primitive de l'homme, s'essayant à la vie civile, première étape de la vie humaine, sous un ciel et une terre magiques, et sous l'œil de Dieu, fut complètement retranchée par ces Européens catholiques, échoués en colons.

Ils durent même bientôt songer aux moyens de repeupler ces terres conquises, volées par eux à leurs premiers habitants détruits.

Le Noir, l'homme des déserts brûlants de l'Afrique, violemment arraché des lieux qui le produisaient, fut alors introduit par eux, comme esclave dans l'Amérique du Sud.

Comme l'homme profane de la terre avait un vit rival, dans cette Amérique, la société civile extérieure des pays de Rome et de la Grèce antiques dans toute son intégralité. Il y eut là le maître, et l'esclave, le serviteur et l'affranchi, le blanc et le noir, ou mieux encore l'homme de couleur. Car, usant et abusant de l'esclave, son objet, sa chose, son instrument, sa propriété, le Blanc, le maître, se soucia à lui-même, du sein des femmes africaines, des enfants de moins en moins noirs que leurs mères, qu'il livra sans pitié, sans remords, de générations en générations, aux fers, à la misère, à l'ignorance, au mal, à la condition de leur mère, l'esclavage.

Depuis sa découverte, au XVI^e siècle, par ce flot catholique, allant et venant d'Europe pour y transporter ses trésors prétendus (l'or, l'argent et les pierres précieuses) l'Amérique du Sud ne connaît d'autres règles de vie individuelle et de vie sociale que celles en usage dans le vieux monde catholique des vieux pays d'Europe. C'est la conception de la propriété royale, c'est-à-dire absolue, sans limites, du sol et des instruments nécessaires à l'exploitation de ce sol, parmi les quels se trouve échevtré l'homme lui-même, sous les noms et les formes diverses d'esclave, de noir, de domestique, d'ouvrier, qui est encore la règle de sa vie individuelle, quand la règle de sa vie sociale s'y trouve être toujours la conception monarchique européenne d'une hiérarchie de supérieurs et d'inférieurs, vœux au culte du commandement sans contrôle, et de l'obéissance absolue, sans limites, passive, pour conduire, ordonner, légiférer, exploiter le troupeau populaire des gouvernés.

Toujours ravagée, spoliée dans ses richesses arrières, et sacrifiée, polluée toujours dans ses richesses antérieures, celles animales et végétales de son sol, en vue de ce qu'on appelait alors la métropole, la mère patrie, l'Amérique du Sud se traîna longtemps sans éclat, sans vigueur, sous le nom de colonie.

Mais quand la mère patrie s'affaissa d'elle-même sous les excès de ses erreurs et de ses crimes, le lien qui l'unissait à l'Amérique du Sud se relâcha, s'affaiblit, et bientôt, par l'Amérique du Sud elle-même, fut brisé.

Libre alors, abandonnée à elle-même, l'Amérique du Sud se constitua, se morcela en une multitude de petites républiques, toutes royales en essence, partout sans avenir.

Il est évident qu'elle est à cette heure, de par ses meurtres, en pleine féodalité.

Toutes ses républiques y sont la proie de la guerre civile. On s'y bat, on s'y mange sous le drapeau républicain qui n'est que fœdal, épémère, et qui cache en ses replis mobiles, le drapeau plus réel du despotisme monarchique, royal.

L'Amérique du Sud, en un mot, est en pleine formation d'empire, de royaume ; rien de solide dans sa forme républicaine actuelle. La dictature militaire y est à l'ordre du jour dans toutes et pour toutes ses parties isolées. Voilà ce qu'est, à cette heure, l'Amérique du Sud ; c'est là ce qui s'y passe. Y vivre en roi, en propriétaire royal du sol et de tout ce qui s'y trouve, minéral, végétal, animal, homme ; c'est l'idéal effectif ou latent d'un chacun. Y vivre en sujet, en subordonné, en gouverné, c'est de chacun la réalité.

VARIETES.

Galerie des Bêtes curieuses.

LE GOUVERNEMENT.

Connaissez-vous, lecteurs, cet étrange animal ?

C'est un véritable magister portant lunettes au nez, verges et férule à la main ; mais si vieux, si vieux, qu'il en a la tête pelée et le menton dégarni. On pense qu'il passera bientôt de vie à trépas, et quelques uns se préparent même à célébrer ses funérailles ; mais le vieux à la vie dure, il ne veut pas s'en aller ; cousin germain de l'esclavage, il se détériore, il tombe en vétusté comme lui, mais il reste.

Il paraît que nous sommes encore de grands enfants ayant besoin de gouverneurs et gouvernants pour nous conduire. Comme le bambin, se cramponnant aux jupons de sa nourrice, nous ne voulons pas lâcher la vieille houppelande de messire gouvernement ; et quand cette houppelande, déjà pourrie de vétusté, se déchirera dans nos mains, ah ! c'est alors qu'il y aura pleurs, lamentations, gémissements et gémissements de deuil ! Nous serons tous perdus, mes amis, tous perdus ! ce sera la fin du monde ! Plus de gouvernement ! plus de policiers pour nous assommer, plus de monarches pour nous opprimer, plus de gendarmes pour nous traquer, plus de maires, de préfets, de ministres, de rois, d'empereurs pour nous diriger ; plus de financiers pour jouer notre fortune à la Bourse ; plus de prêtres pour nous endoctriner ; plus de soldats pour nous sabrer ; plus de chameaux pour faire merveille contre les ouvriers et contre les républicains ! Plus de gouvernement ! plus de maîtres ni d'esclaves ! Plus personne pour commander ni obéir ; chacun obligé de s'occuper lui-même et de ses propres affaires et de celles du pays ! Plus de gouvernement ! mais c'est affreux ! c'est insupportable ! rien que d'y penser, cela fait frémir ! Ansel, comme on le soigne, comme on le cajole, comme on le dorlote, ce cher gouvernement ! C'est l'arche sainte, l'étoile du soir, le sauveur de la société ! et dire..... qu'il se sauvera quelque jour.

Car enfin, nous sommes de grands enfants, c'est vrai ; nous avons besoin de gouvernants pour nous diriger, vu que nous ne savons nous conduire. Mais si le peuple s'avait de devenir homme, d'apprendre à marcher seul, de faire lui-même ses affaires, au lieu de les confier à des gouvernants qui ne savent que l'exploiter, le voler, l'égorger ? Cela viendrait, n'en doutez pas :

Petit poisson de l'océan grand,

Poisson que Dieu lui peignit vie.

Et l'humanité à la vie dure.

En attendant, pour nous exercer, nous mettons de temps en temps nos gouvernants à la porte ; ils marchent si mal ! Mais pauvres grands enfants que nous sommes, nous ne savons que ravaler Pierre pour prendre Paul, puis Paul, pour prendre Jacques ; nous ne faisons que changer de bête et de lieu. C'est si doux de se laisser gouverner ! Plus de soucis, plus de tracas ; à d'autres l'embaras des affaires publiques, on s'a plus qu'à se laisser tondre.

« Ne te mêle pas de politique, disait un maître grand-mère, ça ne sont pas les affaires. » Je n'ai pas suivi ce conseil de la sagesse antique, je me suis mêlé de politique ; mal m'en a pris ; si je ne m'étais mêlé de mes affaires, comme disait grand-mère, je serais parmi les tondeurs ; pour m'être mêlé des affaires du peuple, je suis parmi les tondus. Cela ne paie pas, dit un Américain.

Je suis donc tondus, mais..... pas content ; je regrette, et je dis aux chevaliers de la besace, mes frères :

Holt ! courberons-nous toujours l'échine ! Si l'on veut faire des prêtres pour vous conseiller, grand bien vous fasse ; moi, je m'en passe, je refuse de payer. Si l'on veut faire des gouvernants pour vous diriger, tant pis ; moi, je me sens assez grand pour marcher seul, je refuse d'obéir. Mais hélas ! il faut marcher, et ma bourse n'est pas le Pérou ; me voilà courbant l'échine comme les camarades. Ah ! si ceux-ci pensaient comme moi, nous saurions reprendre notre bien, ça ne serait pas long, et cette fois, nous le garderions. Mais Jacques Bonhomme n'entend pas malice ; d'ailleurs, il l'avoue lui-même : Je ne sommes pas choqué, dit-il. Le pauvre diable ne sait pas même que le droit d'expression pour cause d'utilité publique est inscrit dans le Code. Espérons qu'il l'apprendra quelque jour.

Voyons, à quoi servent les empereurs, les rois, les présidents, les gouverneurs, les préfets, les maires, toute la séquelle gouvernementale ?

Est-ce pour nous mener à coups de sabre ? Grand merci, nous sortons d'en prendre.

Est-ce pour égorger les Prussiens ou les Anglais ?

Mais le pauvre n'a pas de patrie ; l'intérêt du va-nu-pieds est le même par tous pays.

Est-ce pour faire balayer nos rues, réparer nos routes et nos édifices publics ? C'est notre besogne et non la leur.

Allons ! ne sois bon à rien, supprimés.

Et les policiers, à quoi servent-ils ? Il n'est besoin ni d'assommoirs ni de mouchards, et la milice nationale (elle l'a prouvé en Février 1848) peut faire la police des rues. Supprimés.

Et les juges qui rendent des services, non des arrêts ; les avocats qui embrouillent les lois pour pêcher en eau trouble !

Nous pouvons choisir parmi nous des arbitres pour régler nos différends, et nous avons le Jury pour juger les criminels. Supprimés.

Et les prêtres de toute secte, la séquelle des endormeurs ?

Nous n'en avons que faire : qui s'en sert, les paie. Supprimés.

Et les soldats, si vaillants quand il s'agit de mitrailler le peuple ?

Pour s'en passer, il suffit de l'être tous au besoin. D'ailleurs, nous devons en avoir assez des merveilles du chapepot, comme les Prussiens en auront bientôt assez des merveilles du fusil à aiguille.

— Mais alors, vous supprimez tout ?

— Hélas ! oui, tout, jusqu'aux gardes champêtres.

— Et qui donc gèrera les affaires publiques ?

— C'est tout simple : des administrateurs, des commis.

Encore les rendrez-vous responsables, et nous réserverons-nous de les mettre à la porte s'ils marchent de travers. Ils n'auront plus de grands salaires pour nous faire peur. Croquisant sera supprimé comme le reste.

Mais nous ne serons plus gouvernés ; ce sera la licence, l'anarchie ; non, non, jamais nous ne permettrons un pareil malheur !

— Alors, ne parlez pas de liberté, gardez vos mes salaires.

Mais, mesdames ! ne me forcez pas d'en porter comme vous !

MON OPINION.

Quand on parle politique, vous entendez à chaque instant cette phrase c'est mon opinion.

Pais on ajoute : il faut respecter les opinions. L'opinion est le seul gouvernement qui puisse sauver la France, éternel un Cassagnac quelconque.

La royauté de droit divin est le meilleur des gouvernements, répond quelque noble de vieille souche.

La royauté constitutionnelle est la meilleure des républiques, déclare quelque nouveau Lafayette.

Et quand vous demandez à tous ces brailleurs quel-les sont les raisons qui les font parler ainsi, ils répondent invariablement : c'est mon opinion.

Et bien ! moi, citoyens, je soutiens que la lune n'est pas autre chose qu'un fromage plus ou moins enflé ; et si vous voulez avoir mes raisons pour cela, les voici : c'est mon opinion.

On prétend que les préjugés s'en vont, mais il n'y paraît guère.

Il est vrai qu'on commence à douter de Jéovah et de Satan ; que quelques uns se font des croyances religieuses plus raisonnables, que d'autres, renonçant à débrouiller les mystères de la Création, répondent comme l'astronome à qui l'on demandait s'il y a des habitants dans la lune : je n'en sais rien.

Mais la foi n'est pas morte, loin de là ; elle n'a fait que changer d'objet.

En effet, la foi, c'est la croyance aveugle, irraisonnée aux choses que l'on ne peut comprendre ; l'opinion, c'est la croyance irréfutable aux choses que nous pourrions comprendre, mais que nous dédaignons d'approfondir.

L'une veut l'autre.

Verrons nous toujours les hommes esclaves de croyances d'opinions, de préjugés ; au lieu d'être les soutiens de convictions réfléchies, raisonnées, calculées, certaines ?

Il y a seulement quelques jours, on trouvait des Français pour soutenir que Napoléon troisième de nom, était le plus grand génie du monde ; qu'il avait fait et ferait la puissance, la grandeur, la gloire de la France.

Il faut avouer que ces messieurs avaient la foi bien robuste.

Lors de la déclaration de guerre, nous les avons vus, pleins d'enthousiasme, hurler : vive la boucherie, et prédire que leur empereur bien aimé célébrerait sa fête du 15 août dans la ville de Berlin.

Depuis, ils ont quelque peu changé d'avis.

Pourvu qu'il ne soit pas trop tard pour notre malheureuse patrie !

Demandez à un astronome si la terre tourne, ou à un géomètre si la somme des trois angles d'un triangle est égale à deux angles droits, et vous verrez si l'un ou l'autre vous répondra : c'est mon opinion !

Pourquoi n'en serait-il pas de même en politique ? Cette branche de l'activité humaine est-elle la seule destinée à toujours tourner dans un cercle vicieux ?

Si nul n'a le don d'infaillibilité, pas même le pape, si le fils d'un grand homme peut être un imbécille ou un fou-furieux, que devient la royauté, que devient l'hérédité ?

Et tous sont égaux de par la nature ; si tous ont droit à la vie, au libre développement, au libre exercice de leurs sens, de leurs organes, de leurs facultés ; enfin, s'il n'y a pas de droit contre le droit, que deviennent les privilèges et les inégalités sociales ?

Royalistes, impérialistes, aristocrates, bourgeois, jésuites, vous tous qui soutenez un privilège quelconque, il ne s'agit plus d'opinions, mais de preuves ; et les preuves sont contre vous.

Je comprends : l'opinion n'est pour vous qu'un prétexte ; ce qui vous domine, c'est l'intérêt.

La vérité, la justice, le bien public, la grandeur et la prospérité de la patrie, que vous importe tout cela, si vous avez de l'argent, des places, des honneurs, des sinécures.

Voilà votre raisonnement : — Valer la patrie, s'engraisser à ses dépens, cela paie ; se sacrifier pour elle, cela ne paie pas.

Ce qu'il vous faut, c'est satisfaire votre ambition, votre intérêt, votre vanité, votre ventre. Il est si doux de jouir aux dépens des badauds !

Vous avez voulu la France au Bonaparte, vous pouvez tout aussi bien la vendre aux Prussiens.

Allons, avouez-le, vous n'êtes que des égoïstes capotés de toutes les bassesses, de toutes les lâchetés, de toutes les infamies.

Et les pauvres diables qui vous soutiennent, qui disent et pensent comme vous, tout en étant, plus ou moins, vos serviteurs, vos esclaves ?

Et tous ceux qui espèrent dans les transfuges de tous les partis, les vendeurs de tous les régimes, pour sauver la patrie en danger ?

Et tous ceux qui pensent qu'un peuple peut avoir du cœur, s'il n'est pas dominé par une grande pensée de justice et de liberté ?

Ah ! ceux-là, ce sont de parfaits.....

Chut !..... j'allais écrire un gros mot..... Mais aussi, pourquoi ont-ils reçu une cervelle pour ne pas en faire usage, et un cœur pour ne rien sentir ?

Si seulement le danger de la Patrie pouvait les réveiller.....

AVIS.

Association Internationale des Travailleurs.

En présence des événements qui, à la face de l'humanité, ensanglantent l'Europe, le devoir des ouvriers est de travailler à empêcher le retour de pareils désastres.

S'ils le veulent sérieusement, ils le peuvent.

Nous croyons l'Association Internationale des Travailleurs appelée à rendre, à ce sujet, d'immenses services.

La Section française à New York, de cette société, se réunira le dimanche, 4 septembre, à Harmonia Hall, 100, Prince street, à neuf heures de matin.

Nous engageons fortement tous les ouvriers parlant le français à y assister, et à apporter leur concours à l'œuvre commune :

Abolition de la guerre,

Organisation du travail.

P. S. Les membres sont priés de ne pas manquer à la prochaine réunion ; des communications importantes doivent y être faites.

Communications.

Nous recevons communication d'un appel en faveur des victimes de la guerre en France.

Nos lecteurs ont pu en prendre connaissance

dans le Messenger Franco Américain du 26 août dernier.

Section de San Francisco.

La Section de San Francisco nous annonce que son intention n'est pas de conserver le titre spécial qu'elle portait avant de s'unir à nous.

Elle se rallie complètement, de nom comme de fait, à l'Union Républicaine de Langue Française.

1re SECTION.

Tous les membres sont priés d'assister sans faute à la prochaine réunion, le mercredi 8 septembre.

Des questions importantes y seront discutées.

LA 3e SECTION.

Se réunira le 4e dimanche de chaque mois, au domicile du citoyen Zang, au coin de Water et de Wright, près du Park, Stapleton, Staten Island.

La prochaine réunion aura lieu le 25 septembre.

RENSEIGNEMENT.

Sur Charles Bayale, âgé de 28 ans, établi fermier à North Orange, New Jersey, en 1849, et sur son père Nicolas Bayale.

Si quelqu'un de nos lecteurs sait ce que l'un ou l'autre de ces citoyens est devenu, il est prié de transmettre ses renseignements aux bureaux du Bulletin.

Il obligera beaucoup les amis desdits citoyens.

CONVOCAION.

La Section française de l'Association internationale des Travailleurs se réunira le 1er dimanche de chaque mois, à partir du mois d'août, au numéro 100, Prince street.

REUNIONS.

A New-York

La première section se réunit le premier et le troisième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir, 100, Prince street.

La deuxième section se réunit le second et le quatrième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir.

La réunion générale des sections se tient le second dimanche de chaque mois, à neuf heures du matin, au 100, Prince street.

Le Comité chargé de la publication du Bulletin, se renouvellera à tour de rôle, se réunira le premier et le second vendredi de chaque mois, à huit heures du soir, dans ses bureaux, 135, Wooster street, où tout ce qui concerne la rédaction et la publication du Bulletin de l'Union Républicaine de Langue Française, doit être adressé.

A Saint-Louis, Mo.

La Section se réunit régulièrement tous les premiers dimanches de chaque mois à 8 heures du soir, à la salle des Travailleurs, coin sud-ouest de Park avenue et de la 7e rue.

CORRESPONDANCES.

Pour tout ce qui concerne la Société de l'Union Républicaine de Langue Française aux Etats-Unis, s'adresser :

A Boston, Mass. — Au citoyen CHAVARR, care of Chalmers Bachelier and Co., 162, Washington street.

A Carondelet, Mo. — Au citoyen A. DUBOIS.

A Chicago, Ill. — Aux citoyens A. GARDNER et CLAYTON, 179, Monroe street.

A Koekek, Iowa. — Au citoyen CHRYSLER.

A Leavenworth, Kansas. — Au citoyen Casimir BOUSSA.

A Newark, N. J. — Au citoyen GOLAY, 165 Walnut street.

A New-York — Au citoyen D. DEACONT, 55, Wooster street.

A Paterson, N. J. — Aux citoyens MERRICK et YORRELL.

A Saint-Louis, Mo. — Au citoyen BARRA, 618, Spruce street.

A Topeka, Kansas. — Au citoyen Jules LEROUX.

Imprimerie sociale, 135 Wooster street, N. Y.